

Quelles démarches et processus développer pour élaborer efficacement des politiques et instruments fonciers adaptés, reconnus et effectivement mis en œuvre par les acteurs dans les territoires ?

Retour sur le projet non promulgué du Code pastoral tchadien

Benjamin Bénan DJIKOLOUM

Maître de Conférences en Droit, Université de N'Djaména.

Juriste à l'Observatoire du Foncier au Tchad, Enseignant, chercheur et consultant en droit foncier.

Problématique. Dans un pays confronté à une multitude de conflits nés de la compétition pour l'accès et le contrôle des ressources pastorales, l'adoption d'un arsenal juridique, peu importe son intitulé, constitue un enjeu de premier ordre.

Expérience sur la base de laquelle l'analyse présentée s'est construite. Aussi, le Tchad a pu bénéficier de l'appui de la FAO pour la conduite d'une étude devant aboutir à l'élaboration d'un projet de Code pastoral censé clarifier les règles d'accès, d'exploitation et de gestion des ressources d'intérêt pastoral. Dans le processus d'élaboration de ce projet de texte, une large place a été accordée à la revue de la documentation juridique en vigueur, à l'étude de terrain et à de larges consultations tant des populations que des administrations concernées. L'ossature de ce projet est constituée des obligations incombant à l'Etat, des droits et obligations des éleveurs et autres exploitants des ressources naturelles, des principes fondamentaux à caractère général.

Principaux résultats et conclusions de la communication. Le projet de texte a pu être transmis à l'Assemblée Nationale. Cependant, si ce texte a été régulièrement adopté, l'on regrettera un certain escamotage de la procédure législative tant au niveau de la commission des lois que du débat parlementaire. Les tentatives de sa promulgation ont été des plus hasardeuses. Le Conseil Constitutionnel, saisi à cet effet, s'est montré comme une véritable « tour de Pise » : Il a d'abord rejeté le recours en inconstitutionnalité sur la forme. Après un certain tollé à l'initiative de quelques partis d'opposition et de certaines organisations de la société civile, il a rejeté le texte dans le cadre d'un recours sur le fonds. Cependant, le besoin de légiférer est toujours plus que pressant compte tenu des enjeux qui se nouent autour des ressources naturelles pastorales.

Mots clefs

Accords sociaux Aires de stationnement Berger Code pastoral
 Couloir de transhumance Domaine public naturel Nomadisme
 Pasteur Pâturages Ressources pastorales Site sacré Tchad
 Transhumance

Journée thématique :

Processus d'élaboration des politiques foncières agropastorales

COLLOQUE RÉGIONAL - N'DJAMÉNA, 23-25 NOVEMBRE 2021

Sécuriser le foncier agro-pastoral et prévenir les conflits agro-pastoraux en Afrique du Centre et de l'Ouest

